

GEN 1 RÉGLEMENTS ET EXIGENCES NATIONAUX *NATIONAL REGULATIONS AND REQUIREMENTS*

GEN 1.2 ENTRÉE, TRANSIT ET SORTIE DES AÉRONEFS *ENTRY, TRANSIT AND DEPARTURE OF AIRCRAFT*

AUTORISATIONS DE SURVOL DU TERRITOIRE DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE OVERFLIGHT AUTHORISATION OF THE TERRITORY OF ISLAMIC REPUBLIC OF MAURITANIA

Décret N° 79-250 du 14 Septembre 1979 déterminant les conditions et les modalités de délivrance des autorisations de survol du territoire mauritanien et d'atterrissage sur le même territoire par les aéronefs étrangers.

TITRE I - GÉNÉRALITÉS

Article 1er

L'espace aérien au-dessus du territoire mauritanien, y compris au-dessus de ses eaux territoriales, relève de la souveraineté complète et exclusive de la République Islamique de Mauritanie.

Article 2

Les survols du territoire mauritanien par des aéronefs étrangers, avec ou sans atterrissages sur ce territoire sont soumis aux conditions fixées par les dispositions des documents suivants :

- a) Les conventions et les accords internationaux auxquels la République Islamique de Mauritanie est partie ;
- b) la loi N° 78-009 du 18 Janvier 1978 relative à l'Aviation Civile et les textes pris pour son application ;
- c) le présent décret.

Article 3

Les aéronefs étrangers, ainsi que leurs équipages lors de leurs survols du territoire mauritanien, de leurs atterrissages, de leur séjour sur ce territoire et de leurs décollages sont tenus de se conformer aux lois et règlements mauritaniens.

Article 4

Les aéronefs étrangers qui veulent utiliser les aérodromes mauritaniens doivent, sous réserve de l'atterrissage forcé, effectuer obligatoirement leur premier atterrissage et leur dernier décollage sur un aérodrome douanier.

Decree N° 79-250 of September 14th 1979 establishing the requirements and procedures to issue overflight authorization of the Mauritanian territory and landing authorization of the same territory by foreign aircraft.

TITLE I - GENERAL

Article 1

The airspace above the Mauritanian territory, including above its territorial waters, is placed under the complete and exclusive sovereignty of Islamic Republic of Mauritania.

Article 2

The overflight of the Mauritanian territory by foreign aircraft, with or without landings on this territory are submitted to the conditions fixed by following document arrangements:

- a) The Conventions and International agreements to which the Islamic Republic of Mauritania is a party concerned;
- b) the Law N° 78-009 of January 18th, 1978 relative to the Civil Aviation and the texts appointed for its application;
- c) the present decree.

Article 3

The foreign aircraft, as well as their crew during their overflights of the Mauritanian Territory, their landings, their stops on this territory and their take-off must to comply with Mauritanian laws and regulations.

Article 4

The foreign aircraft using Mauritanian aerodromes must, except forced landing, perform necessarily their first landing and their final departure from a customs aerodrome.

Toutefois, conformément à l'article 62 de la loi relative à l'Aviation Civile, le Ministère chargé de l'Aviation Civile, après avis de l'Administration des douanes, peut autoriser certains aéronefs étrangers à effectuer leur premier atterrissage sur un aérodrome non doté de services douaniers.

TITRE II - DÉFINITIONS

Article 5

Aux fins du présent décret, les termes et les expressions suivants ont les significations ci-après :

- a) "Aéronefs d'Etat" signifient tout aéronef utilisé pour les services militaires, de douane ou de police. Les autres aéronefs sont considérés comme "aéronefs civils".
- b) "Aérodrome" signifie toute surface définie sur la terre ou sur l'eau comprenant éventuellement bâtiments, installations et matériel, destinée à être utilisée en totalité ou en partie pour l'arrivée, le départ et les manoeuvres des aéronefs.
- c) "Service aérien de transport public" signifie tout service aérien qui a pour objet le transport contre rémunération de personnel, de fret ou de courrier.
- d) "Travail aérien" signifie tout vol par lequel un travail est effectué à l'aide d'un aéronef et notamment :
 - les prises de vues aériennes ou relevés aérotopographiques ;
 - les jets d'objets ou de matières à des fins agricoles ou d'hygiène publique ;
 - toute forme de publicité à l'aide notamment de panneaux remorqués, d'écriture célestes ou de haut-parleurs à bord ;
 - l'exploration du sol, du sous-sol, des fonds marins, des phénomènes atmosphériques, des vols d'acridiens ou d'oiseaux migrateurs ;
 - l'instruction de vol dans les écoles et centres d'entraînement.
- e) "Vol privé" signifie tout vol qui ne rentre pas dans les catégories définies aux paragraphes "c" et "d" ci-dessus.
- f) "Service aérien régulier de transport public" signifie tout service de transport aérien qui assure, par une série de vols accessibles au public un trafic entre deux ou plusieurs points, fixés à l'avance, suivant des itinéraires approuvés et conformément à des horaires préétablis et publiés avec une fréquence et une régularité telles que ces vols constituent une série systématique.

However, in accordance with the article 62 relative to the Civil Aviation, the Ministry in charge of Civil aviation, after Customs administration agreement, can authorize some foreign aircraft to perform their first landing on an aerodrome that is not provided with customs services.

TITLE II - DEFINITIONS

Article 5

For the purpose of the present decree, the following terms and expressions have the meanings indicated below:

- a) "State Aircraft" means any aircraft used for military service, customs or police. The other aircraft are considered as "civil aircraft".
- b) "Aerodrome" means any defined area on land or water including possibly any buildings, installations and equipment to be used either wholly or in part for the arrival, departure and surface movement of aircraft.
- c) "Public Transport Air Service" means any air service that has for purpose the transport against remuneration of passengers, cargo or mail.
- d) "Aerial Work" means any flight whereby a work is executed with the use of an aircraft and notably:
 - aerial photography or aerial topographical survey;
 - all throwing of things or products used for agricultural purposes or public hygiene;
 - all kinds of advertising with the use notably of towed billboards, writing panels or loudspeakers on board;
 - the exploitation of soil, subsoil, sea bottoms, atmospheric phenomena, flight of locusts or migrating birds;
 - the flight instruction in schools and training centres.
- e) "Private Flight" means any flight that doesn't include in the categories defined to the above paragraphs "c" and "d".
- f) "Public Transport Scheduled Air Service" means any air transport service that provides by a lot of flights accessible to the public, a traffic between two or several points, fixed in advance, following approved routes and in accordance with pre-established timetables and published with a frequency and a regularity as these flights constitute systematic series.

- g) "Service aérien (ou vol) non régulier de transport public" signifie tout service de transport aérien qui ne réunit pas les caractéristiques énumérées au paragraphe précédent.
- h) Les services aériens de transport public (réguliers et non réguliers) sont réputés "internationaux" s'ils empruntent l'espace aérien de deux ou plusieurs Etats.
- i) "Escale non commerciale" signifie un atterrissage ayant un but autre que l'embarquement ou le débarquement de passagers, de marchandises ou de courriers.
- j) "Escale commerciale" signifie un atterrissage effectué dans le but d'embarquer ou de débarquer des passagers, des marchandises ou du courriers.

Article 6

Aux fins du présent décret, les aéronefs de la Société multinationale Air Afrique sont considérés comme des aéronefs mauritaniens.

"Tant que la Mauritanie est membre de cette Société multinationale".

TITRE III - CONDITIONS D'OBTENTION DES AUTORISATIONS

1°/ Services aériens réguliers internationaux de transports publics

Article 7

Les aéronefs civils étrangers ne peuvent effectuer des services aériens réguliers internationaux de transport public en Mauritanie qu'en vertu d'accords ou conventions internationaux conclus entre la République Islamique de Mauritanie et l'Etat d'immatriculation ou aux termes d'une autorisation spéciale et temporaire.

Article 8

Les demandes d'autorisation de services aériens réguliers internationaux de transport public en vertu d'accords ou conventions internationaux sont adressées directement au Ministère chargé de l'Aviation Civile.

Elles doivent contenir les données suivantes :

- nom de l'entreprise aérienne désignée pour exploiter les services aériens réguliers ;
- type d'aéronef utilisé ;
- horaire de services aériens (itinéraire, fréquence des vols, heures exactes d'atterrissage et décollage) ;
- toutes autres informations utiles.

Article 9

Le Ministre chargé de l'Aviation Civile informe directement les requérants qui ont demandé l'autorisation de la suite réservée à leur demande.

- g) "Public Transport Non-Scheduled Air Service" (or flight) means any air transport service that doesn't satisfy the specifications listed in the precedent paragraph.

- h) The Public Transport Air Services (Scheduled or non-scheduled) are qualified "international" if they use the airspace of two or many states.

- i) "Non-commercial stop" means a landing performed with another proposal that the embarking or disembarking of passengers, cargo or mails.

- j) "Commercial stop" means a landing performed in the goal to embark or to disembark passengers, cargo or mails.

Article 6

For purposes of the present decree, the aircraft of the Multinational Company Air Afrique are considered as Mauritanian aircraft.

"So much that Mauritania is a member of this multinational Company".

TITRE III - CONDITIONS TO OBTAIN AUTHORIZATIONS

1°/ International scheduled air services of public transport

Article 7

Foreign aircraft are not allowed to operate public transport international scheduled air services in Mauritania that only in accordance with agreements or international conventions signed between the Islamic Republic of Mauritania and the registration state or under the terms of a special and temporary authorization.

Article 8

The requests for authorization to operate public transport international scheduled air services in accordance with agreements or international conventions are to be addressed directly to the Ministry in charge of Civil Aviation.

They must include the following elements:

- name of the airline appointed to operate the scheduled air services;
- type of aircraft used;
- air services timetables (routes, flights frequency, landing and takeoff precise hours);
- all other useful information.

Article 9

The Minister in charge of Civil Aviation informs directly the applicants who asked for the authorization of the result of their request.

Article 10

Les demandes d'autorisation spéciale et temporaire de services aériens réguliers internationaux de transport public en faveur d'une entreprise aérienne, qui a la nationalité d'un Etat, avec lequel la Mauritanie n'a pas conclu d'accord aérien, sont adressées par voie diplomatique au Ministère des affaires étrangères qui les transmet au Ministère chargé de l'Aviation Civile pour étude. L'autorisation de ce Ministère est communiquée au requérant et aux autorités aéronautiques de l'Etat requérant par voie diplomatique.

2°/ VOLS D'AÉRONEFS D'ÉTATS ÉTRANGERS**Article 11**

Les aéronefs d'Etats étrangers, pour survoler le territoire mauritanien avec ou sans atterrissage doivent obtenir une autorisation préalable.

Article 12

Les demandes d'autorisation sont adressées par voie diplomatique au Ministère des Affaires Etrangères qui les transmet au Ministère chargé de l'Aviation Civile et au Ministère de la Défense Nationale pour avis.

Les autorisations sont accordées par le Ministère des Affaires Etrangères qui en informe l'Etat requérant et le Ministère chargé de l'Aviation Civile.

Le Ministère chargé de l'Aviation Civile en informe les Commandants d'aérodrome intéressés ainsi que les autres services responsables de la circulation aérienne.

Article 13

Les autorisations de vols d'aéronefs d'Etat étrangers peuvent être accordées pour un vol, pour une série de vols ou pour une période déterminée.

3°/ VOLS NON RÉGULIERS INTERNATIONAUX DE TRANSPORT PUBLIC AVEC ESCALES COMMERCIALES EN MAURITANIE**Article 14**

Les aéronefs civils étrangers, qui veulent effectuer des vols non réguliers internationaux de transport public au-dessus du territoire mauritanien avec escale commerciale sur ce territoire, doivent obtenir une autorisation préalable.

Article 15

Les demandes d'autorisation sont adressées à la direction chargée de l'Aviation Civile.

Elles doivent comporter les éléments suivants :

Article 10

The requests for special and temporary authorization to operate public transport international scheduled air services in favour of an airline, which has the nationality of a State with which Mauritania didn't conclude air agreement, are to be addressed through diplomatic channel to the Ministry of Foreign Affairs which dispatch them for examination to the Ministry in charge of Civil Aviation. The authorization of this Ministry is communicated to the applicant and to the aeronautical authorities of the requiring state through diplomatic channel.

2°/ FOREIGN STATE AIRCRAFT FLIGHTS**Article 11**

The foreign state aircraft, to operate an overflight of the Mauritanian territory with or without landing, must to obtain a previous authorization.

Article 12

The requests for authorization are addressed through diplomatic channel to the Ministry of Foreign Affairs that transmits them to the Ministry in charge of Civil Aviation and to the Ministry of Defence for advice.

The authorizations are granted by the Ministry of Foreign Affairs that informs the requiring state and the Ministry in charge of Civil Aviation.

The Ministry in charge of Civil Aviation informs the concerned aerodromes Commanders about authorizations as well as the other services responsible of air traffic.

Article 13

The authorizations for foreign state aircraft flights can be granted for one flight, for a set of flights or for one determined period.

3°/ PUBLIC TRANSPORT INTERNATIONAL NON SCHEDULED FLIGHTS WITH COMMERCIAL TRAFFIC STOPS IN MAURITANIA**Article 14**

Foreign civil aircraft that want to operate public transport international non scheduled flights above the territory of Mauritania with commercial traffic stop in this territory, must to obtain a previous authorization.

Article 15

The authorization requests must be addressed to the Directorate in charge of Civil.

They must include the following elements:

- non de l'exploitant et, s'il y a lieu, nom de l'affréteur de l'aéronef ;
- type de l'aéronef ;
- marques de nationalité et d'immatriculation et indicatif du vol ;
- description de l'ensemble de la route du vol, comprenant l'aérodrome de départ, les aérodromes d'escale et l'aérodrome de destination finale ;
- objet du vol ;
- nombre, origine et destination des passagers ;
- nature, poids, origine et destination du fret ;
- expéditeur ou destinataire du fret embarqué ou débarqué en Mauritanie ;
- date du vol ;
- le cas échéant, service requis en route et aux escales en Mauritanie (aides à la navigation, carburant, assistance, etc. ...)

Des copies des demandes sont envoyées par le requérant aux Commandants d'aérodrome sur lesquels des atterrissages sont demandés.

Article 16

La Direction chargée de l'Aviation Civile informe dans les meilleurs délais le requérant et les commandants d'aérodromes intéressés de la suite réservée à la demande.

4°/ VOLS DE TRAVAIL AÉRIEN

Article 17

Pour effectuer des vols de travail aérien au-dessus du territoire mauritanien, les aéronefs civils étrangers doivent obtenir une autorisation préalable de la part de la direction chargée de l'Aviation Civile.

Article 18

Les demandes d'autorisations doivent comporter les éléments suivants :

- nom et adresse du requérant ;
- type de l'aéronef ;
- marque de nationalité et d'immatriculation et indicatif d'appel ;
- objet du vol ;
- organisme mauritanien en faveur duquel le travail aérien sera effectué ;

- name of operator and if necessary, name of the aircraft freighter;
- type of aircraft;
- nationality and registration marks and flight indicative;
- description of the complete flight routes including the departure aerodrome, stopover aerodromes and arrival aerodrome;
- flight purpose;
- number, departure and final destination of passengers;
- nature, weight, origin and destination of freight;
- sender or recipient of freight embarked or disembarked in Mauritania;
- date of the flight.
- if necessary, services required on the route and during stops in Mauritania (navigation aids, fuel, handling assistance, etc...).

The copies of requests are sent by the applicant to the aerodrome Commanders on which landings are asked.

Article 16

The Directorate in charge of Civil Aviation informs the applicant as soon as possible, and the interested aerodromes Chiefs about the result reserved to the request.

4°/ AERIAL WORK FLIGHTS

Article 17

To operate aerial work flights above the Mauritanian territory, foreign civil aircraft must obtain a previous authorization delivered by the Directorate in charge of Civil Aviation.

Article 18

The authorization requests must include the following elements:

- name and address of the applicant;
- type of aircraft;
- nationality and registration marks and flight indicative;
- flight purpose;
- Mauritanian organism in favour of which aerial work will be performed;

- itinéraire complet ou zone de travail ;
- date des vols et aérodromes mauritanien sur lesquels des atterrissages sont prévus.

Des copies des demandes sont envoyées par le requérant simultanément aux Commandants d'aérodromes intéressés.

Article 19

La Direction chargée de l'Aviation Civile informe dans les meilleurs délais, le requérant, les Commandants d'aérodromes intéressés et le centre d'information de vol de la suite réservée à la demande.

TITRE IV- VOLS POUR LESQUELS SEUL UN PREAVIS EST REQUIS

Article 20

Seul un préavis adressé par le Réseau du service fixe des télécommunications aéronautiques ((RSFTA) est requis pour les vols suivants effectués par des aéronefs civils étrangers au-dessus du territoire mauritanien, avec escales non commerciales ou sans escales sur ce territoire :

- vols non réguliers de transport public ;
- vols de convoyage ;
- vols privés ;
- vols des aéro-clubs.

Les préavis requis au paragraphe précédent n'excluent pas le dépôt d'un plan de vol conformément à la réglementation.

Article 21

Les préavis sont adressés à la direction chargée de l'Aviation Civile et ils doivent comporter les éléments suivants :

- nom de l'exploitant et, s'il y a lieu, nom de l'affréteur de l'aéronef ;
- type de l'aéronef ;
- marques de nationalité et d'immatriculation et indicatif d'appel;
- numéro du vol ;
- description de l'ensemble de la route du vol, comprenant l'aérodrome de destination finale ;
- objet du vol ;
- date du vol.

Des copies des préavis sont envoyées par le requérant aux Commandants d'aérodromes sur lesquels des escales sont prévues

Article 22

- complete route or working area;
- date of flights and Mauritanian aerodromes on which landings are expected.

The copies of requests are sent simultaneously by the applicant to the concerned aerodrome Commanders.

Article 19

The Directorate in charge of Civil Aviation informs the applicant as soon as possible, the concerned aerodrome Commanders and the Information Flight Centre about the result reserved to the request.

TITLE IV - FLIGHTS FOR WHICH ONLY A NOTICE IS REQUIRED

Article 20

Only a notice addressed through the Aeronautical Fixed Telecommunication Network (AFTN) is required for the following flights operated by foreign civil aircraft above the Mauritanian territory, with or without non commercial stopovers on this territory:

- non scheduled flights of public transport;
- escort flights;
- private flights;
- aero-clubs flights

The notices required to the previous paragraph don't exclude the deposit of a flight plan in accordance with the regulation.

Article 21

The notices are addressed to the Directorate in charge of Civil Aviation and they must include the following elements:

- name of operator and, if necessary the name of aircraft freighter;
- type of aircraft;
- nationality and registration marks and flight indicative;
- flight number;
- description of the complete flight route including the arrival aerodrome;
- flight purpose;
- date of flight.

The copies of requests are sent by the applicant to the aerodrome Commanders on which landings are expected.

Article 22

La direction chargée de l'Aviation Civile ne répond au préavis que si elle décide de refuser l'autorisation de survol, de la subordonner à des conditions ou de fournir des informations à l'exploitant ou à l'équipage. Si l'exploitant ne reçoit aucune réponse à un préavis, il peut considérer le survol comme autorisé d'après les termes du préavis.

TITRE V - FORME DES DEMANDES D'AUTORISAT

Article 23

Les demandes d'autorisation mentionnées dans les articles 8 et 15 du présent décret doivent être adressées sous forme de lettre, message du Réseau du service fixe des télécommunications aéronautiques (RSFTA) ou télégramme avec réponse payée.

TITRE VI - DELAIS POUR LA RECEPTION DES DEMANDES D'AUTORISATION ET DES PREAVIS

Article 24

Les demandes d'autorisation doivent parvenir au destinataire au plus tard dans les délais suivants :

- demande en vertu de l'article 8 dans les délais fixés dans l'accord aérien entre la Mauritanie et l'Etat dont relève l'entreprise aérienne désignée. Si de tels délais ne sont pas fixés dans ledit accord, les demandes doivent parvenir au Ministère chargé de l'Aviation Civile au plus tard un mois avant l'ouverture du service aérien demandé ;
- demande en vertu de l'article 9 :
 - . 45 jours avant l'ouverture du service demandé ;
- demande en vertu de l'article 12 :
 - . 10 jours avant la date du vol ;
- demande en vertu de l'article 15 et 18 :
 - . 72 heures avant la date du vol

Les préavis mentionnés dans l'article 20 doivent parvenir à la direction chargée de l'Aviation Civile au plus tard 48 heures avant l'accomplissement du vol.

Article 25

Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

Article 26

Le Ministre de l'Équipement et des Transports, le Ministre des Affaires Étrangères et le Ministre de la Défense Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié suivant la procédure d'urgence.

The Directorate in charge of Civil Aviation doesn't give any answer to a notice that only if this one decides to refuse the overflight authorization, to subordinate it with some conditions or to provide some informations to the operator or to the crew. If the operator doesn't receive any answer to a notice, he can consider the overflight as authorized according to the terms of the notice.

TITLE V - REQUEST FOR AUTHORIZATION FORMS

Article 23

The requests for authorization indicated in the articles 8 and 15 of the present decree must be addressed in the form of letter, message from the aeronautical fixed telecommunication network (AFTN) or telegram with paid answer.

TITLE VI - DELAYS FOR THE RECEIPT OF AUTHORIZATION REQUESTS AND NOTICES

Article 24

The requests for authorization must be addressed to the recipient at the latest within the following delays allowed :

- request in accordance with the article 8 within the required time in the air agreement signed between Mauritania and the state of which belongs the aerial enterprise appointed. If such delays are not fixed in the aforesaid agreement, the requests must be addressed to the Ministry in charge of Civil Aviation at the latest one month before the starting of air service expected;
- request in accordance with the article 9:
 - . 45 days before the starting of the air service expected ;
- request in accordance with the article 12:
 - . 10 days before the date of flight;
- request in accordance with the articles 15 and 18:
 - . 72 hours before the date of flight

The notices mentioned in the article 20 must be addressed to the Directorate in charge of Civil Aviation 48 hours before the flight operation.

Article 25

Are abrogated any previous arrangements contrary to the present decree.

Article 26

The Minister of Equipment and Transport, the Minister of Foreign Affairs and the Minister of Defence are, each in what concerns it, in charge of the execution of the present decree that will be published according to the emergency procedure

